

IL Y A TRENTA ANS... Les travailleurs de Russie prenoient le pouvoir

En comparaison des pays avancés, il était plus facile aux Russes de commencer la grande révolution prolétarienne, mais il leur sera plus difficile de la continuer, de la mener jusqu'à la victoire définitive, jusqu'à l'organisation intégrale de la société socialiste.

Les pays plus cultivés, où le prolétariat a plus de poids et plus d'influence, ont toutes les chances de dépasser la Russie dès qu'ils s'engageront dans la voie de la dictature du prolétariat.

LENINE 1919.

Il y a aujourd'hui trente ans, ouvriers, paysans et soldats de Russie prenaient le pouvoir.

Ce pouvoir, ils avaient commencé par l'arracher au tyran séculaire, au tzar. Ils avaient alors commis la faute de le remettre aux beaux parleurs démocrates, agents de la bourgeoisie parmi les travailleurs. Lassés de voir comme auparavant la guerre continuer, le patron régner en maître à l'usine, le hobereau aux champs, ils s'en emparèrent alors pour eux-mêmes et firent triompher dans un immense pays la première révolution socialiste de l'histoire.

Donner l'usine à l'ouvrier, la terre au paysan, la paix au peuple, tels étaient leurs buts, et ils réussirent. Leur victoire servit d'exemple aux travailleurs de l'Europe entière, et le vent de la révolution souffla sur l'Allemagne, sur la Hongrie, sur tous les pays qu'avait crucifiés la première guerre mondiale.

Si les travailleurs de Russie ont pu vaincre, c'est qu'ils étaient guidés par un parti véritablement révolutionnaire, le parti bolchevik de Lénine et de Trotsky. S'ils ont pu consolider leur victoire contre la bourgeoisie mondiale coalisée, c'est grâce à l'aide des travailleurs du monde entier auxquels une nouvelle Internationale, l'Internationale Communiste, enseignait la haine du chauvinisme et la solidarité des opprimés.

Quand ce parti, quand cette Internationale tombèrent aux mains de Staline et de dirigeants traîtres qui, abandonnant ses principes, conduisirent, en Chine, en Allemagne, en France, en Espagne, la classe ouvrière de défaite en défaite, les travailleurs de Russie furent, eux aussi, frustrés peu à peu des conquêtes de leur révolution.

Mais Octobre avait bâti sur le roc de l'économie collectiviste, et l'Etat ouvrier, défiguré par la bureaucratie stalinienne, trouva dans l'héroïsme de ses fils la force de résister victorieusement à l'assaut du fascisme allemand.

Aujourd'hui, les travailleurs du monde entier fêtent le trentième anniversaire d'Octobre. Dans un monde capitaliste en folie que la faillite de leurs vieux partis les a empêchés d'abattre, ils voient chaque jour s'aggraver leur sort. Mais la nouvelle Internationale révolutionnaire, la IV^e Internationale, garde vivantes les leçons d'Octobre. C'est sous son drapeau que les ouvriers, les paysans et les soldats d'aujourd'hui briseront définitivement leurs chaînes.

Fort heureusement, une fois la révolution victorieuse, il est plus facile de la trahir que de la renverser. Les dirigeants stalinien ont trahi la révolution d'Octobre, ils ne l'ont pas encore renversée. La révolution a une grande capacité de résistance qui coïncide avec la force vive du prolétariat et la situation sans issue du capitalisme mondial.

TROTSKY 1937.

U.R.S.S. 1917

En octobre 1917, un jeune journaliste américain, John Reed, devint la cause ouvrière, se trouvait en Russie. De ces « dix jours qui ébranlèrent le monde » il a laissé une image inoubliable.

Le Congrès des Soviets devait se réunir à une heure et la grande salle de réunion était depuis longtemps pleine. Tout l'après-midi, Lénine et Trotsky avaient dû combattre les tendances au compromis. Une partie notable des bolcheviks était d'avis de faire les concessions nécessaires pour réussir à constituer un gouvernement de coalition socialiste.

— Nous ne pourrions pas tenir, s'écrièrent-ils. Ils sont trop contre nous. Nous n'avons pas les hommes qu'il faut. Nous serons isolés et tout s'écroulera.

Ainsi parlaient Kaménev, Riazanov et d'autres.

Mais Lénine, Trotsky à ses côtés, restait ferme comme un roc. — Que ceux qui veulent un compromis acceptent notre programme et nous les admettrons. Nous ne céderons pas d'un pouce. S'il y a lieu des camarades qui n'ont pas le courage et la volonté d'oser en ce moment, nous osons qu'ils aillent rejoindre les politrons et les conciliateurs ! Avec l'appui des ouvriers et des soldats, nous irons de l'avant !

Kaménev donna lecture du rapport d'activité du comité militaire révolutionnaire : abolition de la peine de mort dans l'armée, restauration de la liberté de propagande, mise en liberté des officiers et des soldats arrêtés pour délits politiques, ordres d'arrêter Kerensky et confiscation des stocks de vivres des magasins privés. Des applaudissements frénétiques éclatèrent.

Plusieurs soldats, frais arrivés du front, apportèrent le salut enthousiaste de leurs régiments. Enfin, Lénine se leva. Se tenant au rebord de la tribune, il promena sur l'assistance ses petits yeux clignotants, en apparence intimidés à l'immense ovation qui se prolongea plusieurs minutes. Quand elle eut pris fin, il dit simplement : — Nous passons maintenant à l'édification de l'ordre socialiste. De nouveau, ce fut dans la salle

un formidable déchaînement humain. — En premier lieu, il faut adopter des mesures pratiques pour réaliser la paix. Nous offrirons la paix à tous les peuples des pays belligérants sur la base des conditions suivantes : pas d'annexions, pas d'indemnités, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En même temps, conformément à notre promesse, nous rendrons publiques et nous répudions tous les traités secrets... La question de la guerre et de la paix est si claire que je crois pouvoir, sans autre préambule, donner lecture d'un projet de proclamation aux peuples de tous les pays belligérants...

Cette proposition de paix se heurta à l'opposition des gouvernements impérialistes, nous ne nous faisons pas d'illusions à cet égard. Mais nous espérons que la révolution éclatera bientôt dans tous les pays belligérants ; c'est pourquoi nous nous adressons particulièrement aux ouvriers de France, d'Angleterre et d'Allemagne...

La révolution des 6 et 7 novembre, terminée-t-il, a ouvert l'ère de la révolution sociale... Le mouvement ouvrier, au nom de la paix et du socialisme, vaincra et accomplira sa destinée.

Mus par une commune impulsion, nous nous trouvâmes soudain tous debout, joignant nos voix dans l'unisson et le lent crescendo de l'Internationale. Un vieux soldat, gémissant sanglotant comme un enfant, Alexandra Kollontai reprit ses larmes. Le chant roulait puissamment à travers la salle, ébranlant les fenêtres et les portes, et allant se perdre dans le calme du ciel. « La guerre est finie ! La guerre est finie ! » s'écria, près de moi, un jeune ouvrier, le visage rayonnant. Mais, après avoir terminé, comme nous restions debout dans un silence gêné, quelqu'un cria : — Camarades ! Souvenez-vous de ceux qui sont morts pour la liberté !

L'Internationale communiste, c'est le parti de l'insurrection du prolétariat mondial. Elle rejette tous ceux qui, de manière ouverte ou voilée, exhortent les travailleurs à s'incliner devant ces fétiches de la dictature bourgeoise : la légalité,

la démocratie, la défense nationale. Elle prétend chasser des rangs ouvriers tous les chefs qui, directement ou indirectement, collaborent avec la bourgeoisie.

LENINE 1920.

LA REVOLUTION D'OCTOBRE ET NOS TACHES D'AUJOURD'HUI

Quelles sont aujourd'hui les tâches essentielles des travailleurs français ?

1. — Défendre leur ravitaillement et leurs salaires contre la vie chère, les patrons, les trafiquants.
2. — Défendre les menaces de dictature militaire incarnées par de Gaulle, et qu'on laisse se précéder par son inaction les leaders « ouvriers » incapables.
3. — Pour cela, briser l'action antiouvrière des bureaucraties syndicales et du gouvernement à direction « socialiste ».

...Elargir nos luttes, unir notre action, bâtir un parti

Pour mener à bien leurs tâches, les travailleurs français disposent d'un exemple grandiose : celui de la Révolution d'Octobre.

1. — Les travailleurs de Russie ont formé les « patrouilles de contrôle », composées d'ouvriers, de ménagères et de petites gens, qui surveillaient les prix, saisissaient les stocks, traquaient les trafiquants, répartissaient les logements.
2. — Pour éradiquer l'inspiration-dictateur Kornilov, ils ont su utiliser même l'aide des leaders peureux, mais sans faire confiance aux phrases « républicaines » de ceux-ci, ils ont eux-mêmes pris les armes, guidés par leurs chefs bolcheviks.
3. — Ils n'ont pas fait confiance à la coalition des partis ouvriers et bourgeois ; ils ont su chasser les ministres capitalistes du gouvernement, par leur propre action.
4. — Octobre a donné la terre à ceux qui travaillent ; Octobre a mis fin à la guerre impérialiste. Par l'ensemble de ses mesures révolutionnaires, il a gagné à la cause ouvrière les paysans et les petites gens, étendues victimes des crises et des guerres capitalistes.
5. — Octobre a balayé les assemblées hétéroclites de la bourgeoisie ; il a établi un gouvernement et des assemblées véritablement populaires, contrôlés à chaque instant dans les soviets, par les ouvriers, les paysans, les soldats. Il a proclamé la révocabilité des élus.

4. — Rallier les paysans, les classes moyennes, les intellectuels honnêtes que les capitulations des partis de gauche commencent à rejeter vers le gaullisme.
5. — Imposer alors un véritable gouvernement du peuple ouvrier et paysan, contrôlé par les travailleurs eux-mêmes.
6. — Sauvegarder, par ce moyen, l'indépendance de la France des travailleurs contre l'impérialisme américain, et aussi celle des frères coloniaux contre l'impérialisme français.

6. — Si Octobre a su assurer l'indépendance de la Russie contre la coalition des impérialismes étrangers, c'est parce qu'il a compris qu'un peuple qui se opprime un autre ne saurait être libre. Il a donné des droits égaux à toutes les minorités nationales et aux peuples arriérés qu'opprimait le tzar. Il a publié les traités secrets de la bourgeoisie russe elle-même.

Les travailleurs de Russie n'ont pu résoudre tous ces problèmes que parce qu'ils avaient bâti un véritable parti révolutionnaire, champion de la lutte de classe et de l'internationalisme intransigeant : le parti bolchevik.

Célébrer Octobre, ce n'est pas pour nous donner un coup de champagne à la mémoire des Titans qui ont bâti le premier Etat ouvrier. Tirer les leçons d'Octobre, ce n'est pas pour nous attendre la répétition exacte des événements de 1917 : une nouvelle vague révolutionnaire est certaine, mais son aspect est imprévisible.

Tirer les leçons d'Octobre, c'est aujourd'hui élargir les luttes, unir notre action et surtout bâtir, pierre par pierre, un nouveau parti révolutionnaire animé des principes, de la souplesse, de la discipline et de l'aide du parti bolchevik. C'est regrouper les révolutionnaires sous le drapeau de la IV^e Internationale.

André REVEL.

U.R.S.S. 1947

Quel témoignage sur le régime bureaucratique de l'U. R. S. S. actuelle serait plus impartial que celui-ci, publié par la « Pravda »

Cette affaire commence en avril : le camarade Golger, ouvrier des ateliers de coupe du Trust des cuirs du Caucase septentrional, à Rostov-sur-le-Don, avait exprimé son indignation contre une allocation indûment allouée par le Caucase d'Assurance à la femme du secrétaire de cellule.

C'est le 15 avril que la foudre éclata sur tête du camarade Golger. On l'envoya vingt-sept ouvriers, dont lui. Le renvoi d'un ouvrier qualifié comme le camarade Golger, travaillant depuis de longues années sans une seule absence, sans avoir mérité aucun reproche, étonna grandement ses camarades. La chose était d'autant plus singulière que le camarade Golger avait des mérites révolutionnaires : trois ans de front dans l'Armée rouge pendant la guerre civile.

Il déposa une plainte à la Commission des Conflits des Ateliers en demandant d'être rétabli dans ses droits. La plainte ne fut même pas examinée. Il fallut une attestation qu'il n'avait subi aucun blâme et n'avait eu aucun défaut d'assiduité : le chef d'atelier, Edelson, refusa de la signer, et comme le camarade Golger revint à la charge, il lui arracha le papier des mains et le déchira.

Enfin, le 7 mai, c'est-à-dire trois semaines après le renvoi du camarade Golger, la Commission des Conflits décida de le réintégrer. Le directeur put voir la avec quelle vitesse vont les affaires dans cette Commission. La partie ouvrière de la Commission, mise au courant, demanda la réintégration du camarade Golger. L'administration se déclara catégoriquement contre. Finalement, la question fut remise à la Chambre de conciliation. Le représentant de l'administration, le 19 mai, déclara purement et simplement : « Il ne sera pas repris ».

Il ne sera pas repris sans essayer de discuter ou de prouver le bien-fondé du renvoi. L'affaire passe alors en troisième instance, au Tribunal d'arbitrage, qui, le 22 mai, trouve que le renvoi de Golger est une erreur et l'invite à le réintégrer.

Il entre en action une nouvelle figure, Koltoun, président du Syndicat du cuir, qui joue dans cette affaire un rôle assez mystérieux. Golger, même après la décision du Tribunal d'arbitrage, n'est pas réintégré. Le Conseil syndical régional écrit plusieurs fois au Syndicat du cuir pour l'inviter à rétablir Golger dans ses droits.

L'affaire n'est pas terminée. Il a été versé beaucoup d'argent par tout les agents de services, et pourtant Golger n'est pas encore réintégré. Le cas est absolument scandaleux et soulève les justes réclamations des ateliers de coupe et de l'usine.

ger dans ses droits, mais rien n'est fait. Enfin, Koltoun est appelé au Conseil des Syndicats et, comme on lui pose catégoriquement la question, il invoque comme principal motif que les ouvriers de nationalité russe seront mécontents de la rentrée de Golger, qui est juif.

Golger, avisé, annonce cela aux ouvriers. Indignés, ils écrivent une déclaration, suivie de trente-trois signatures.

De son côté, le Commissariat du Travail de la R. S. F. S. R., le 29 juin, invite la section régionale du travail du Caucase septentrional à faire exécuter la sentence du Tribunal d'arbitrage.

Mais l'administration des ateliers de coupe ne se laisse pas influencer, même par le Commissariat du Travail. De nouveau, le camarade Golger est obligé de courir après les autorités de Rostov pour chercher protection.

L'instance et l'acharnement avec lesquels il réclame son droit ne plaident sans doute pas à tout le monde. Au milieu de juillet, la question du camarade Golger est de nouveau posée, cette fois, à la Conférence du Cuir de Rostov. La Conférence décide de l'exclure pour six mois du syndicat, pour préjudice offensé aux membres du Présidium de la section régionale et au président Koltoun. En vain plusieurs camarades avaient-ils protesté pour réclamer un examen détaillé.

D'après le camarade Golger, les interventions en sa faveur n'ont pas toutes été fixées dans les procès-verbaux, et ces procès-verbaux eux-mêmes ont été dans la suite corrigés et ratés. Il nous semble, entre autres, que la Conférence a été influencée par la déclaration mensongère d'un certain Schultz, accusant Golger d'avoir promis une place à une jeune fille et de l'avoir violée. Golger poursuit Schultz en justice, et ce dernier fut condamné pour diffamation à un mois de prison avec sursis. Il est à noter que le Syndicat des cuirs refusa longtemps de remettre à Golger un copie du procès-verbal de la Conférence.

L'affaire n'est pas terminée. Il a été versé beaucoup d'argent par tout les agents de services, et pourtant Golger n'est pas encore réintégré. Le cas est absolument scandaleux et soulève les justes réclamations des ateliers de coupe et de l'usine.

L'U. R. S., Etat ouvrier...

1. La bourgeoisie n'a plus le pouvoir.
2. Les usines, les mines, la terre, les banques, les assurances sont nationalisées.
3. L'Etat soviétique a le monopole du commerce extérieur.
4. La production et la répartition sont planifiées.
5. L'agriculture est fortement industrialisée.
6. La sécurité sociale est puissamment organisée.
7. Grâce à ces mesures, vestiges de la révolution socialiste d'Octobre, la production des richesses s'accroît dans des proportions inégalées partout ailleurs.



Le gouvernement de la République des Soviets de Russie en 1917. Lénine, président du Comité central exécutif. Trotsky, commissaire du peuple à l'Armée et à la Marine.

...mais dégénéré

1. C'est la bureaucratie stalinienne privilégiée qui contrôle l'Etat à tous les échelons.
2. Les inégalités sociales et les différences de salaires vont en augmentant. Aux bureaucraties des gros traitements, les villas, les autos ; aux travailleurs les maigres salaires, la crise du logement, les privations.
3. Dans les usines, dans les soviets, dans le Parti, dans l'Armée, il n'y a plus de démocratie. Le Guepou impose silence à toute tentative de critique. Des dizaines de milliers d'opposants ouvriers sont en prison.
4. La prostitution est de nouveau tolérée ; le divorce et l'avortement sont de nouveau interdits. Dans la famille et à l'école, l'idéologie chauvine et le culte du chef sont de rigueur.

NOUS EFFACERONS CES DEFAITES.

LA VIE DU PARTI

IV^e CONGRÈS NATIONAL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAliste (SECTION FRANÇAISE DE LA IV^e INTERNATIONALE)

Les 8, 9, 10 et 11 novembre 1947, 27, rue Jean-Dolent, Paris-XIV^e. (Métro Saint-Jacques et Denfert-Rochereau)

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ PAR LE COMITÉ CENTRAL

SAMEDI 9 NOVEMBRE : (après-midi) — Ouverture du congrès. — Election de la Commission des mandats. — Rapport moral (rapporteur A. Dumas) et discussion. — Contre-rapport et discussion. DIMANCHE 9 NOVEMBRE : (matin) — Fin de la discussion sur le rapport moral.	(soir) — Rapport de la Commission des mandats. — Votes. (après-midi) — Audition des délégués étrangers. — Rapport politique (rapporteurs : P. Parisot et Y. Crapéau). — Rapports des autres délégations.	(soir) — Discussion des rapports politiques. LUNDI 10 NOVEMBRE : (matin) — Suite de la discussion sur les rapports politiques (après-midi) — Fin de la discussion (soir) — Réponses les rapporteurs — Vote des résolutions.	MARDI 11 NOVEMBRE : (matin) — Rapports internationaux en vue du congrès mondial de la IV ^e Internationale. — Discussion (après-midi) — Suite de la discussion internationale. — Vote des résolutions. — Election de la nouvelle direction du parti. — Clôture du congrès.
---	---	--	--

« LA VÉRITÉ » jugée par ses lecteurs
Saint-Aubin, 24 septembre 47.
Camarades,
Je suis satisfait du journal et surtout des articles des souvenirs sur Léon Trotsky, de Fred Zeller. Le journal a de plus en plus un aspect de classe.
Continuez dans cette voie, le prolétariat averti viendra vers nous.
Jean COSTES.

« LA VÉRITÉ » jugée par ses lecteurs
Saint-Aubin, 24 septembre 47.
Camarades,
Je suis satisfait du journal et surtout des articles des souvenirs sur Léon Trotsky, de Fred Zeller. Le journal a de plus en plus un aspect de classe.
Continuez dans cette voie, le prolétariat averti viendra vers nous.
Jean COSTES.

SOUSCRIPTION
Globe, 100 ; Illélie, 80 ; Barbier, 60 ; Soutien Coutrin, 250 ; Jacon, 50 ; Jacolot, 20 ; Gal, 10 ; Piron, 30 ; Jolie, 10 ; Leostic, 100 ; Favre, 120 ; Peah, 10 ; Queraa, 10 ; Goret, 10 ; Lemoine, 100 ; Antonio, 100 ; Char, 50 ; Louisa, 50 ; Cellule 14, 50 ; 3,500 ; Durand Paul, 35 ; Tourancheau, 250 ; Chomat, 35 ; Un ouvrier : Ta-verny, 25 ; Réunion Simon-Solivar, 20 ; Lafont, 1000 ; M. T., 200 ; Garbaye, 150 ; Lancel, 1000 ; Laborde, 200 ; Un groupe révolutionnaire, 250 ; Un groupe d'ouvriers anciens déportés, internés et maquisards de Sucey-en-Brie, 340 ; Charvot, cellule du 18, 100 ; Pour que vive « La Vérité », Charlin, 100 ; Dupont, 30 ; Cipriano, 10 ; Quangebeur, 100 ; Couvet Isabelle, 30 ; Pendant la campagne électorale, 50 ; Michaud, 100 ; Belle, 50 ; Auzanneau, 50 ; E. C., 50 ; Berrebaum, 50 ; Fred, 100 ; 125 ; Dupanoup, 100 ; Une militante socialiste révolutionnaire, de Lyon, 1000 ; Royer, 50 ; Marchal, 50 ; Guibault, 500 francs.

Pour soutenir LA VERITE
abonne-toi
Un an 300 fr.
6 mois 150 »
3 mois 80 »
de soutien 600 »
Adresse ton abonnement, des aujourd'hui, à « La Vérité », 100, rue Réaumur, Paris-2^e.

LOIRE

Marie-Louise Peyre n'est plus. Notre camarade Marie-Louise Peyre, responsable de la région de la Loire du P.C.I., est morte dans sa trente-quatrième année après une longue et douloureuse maladie. Institutrice, elle était venue au trotskysme, après avoir tiré les leçons des luttes syndicales auxquelles elle participait. Dès lors elle se consacra sans répit aux tâches que lui confia le parti. Rapidement elle acquit la confiance de ses camarades qui virent en elle une organisatrice de premier ordre.

La bourgeoisie ne lui ménagea pas ses attaques. Par l'intermédiaire de Mutter, de « Paroles Françaises », en pleine Assemblée nationale, Marie-Louise Peyre fut mise en cause pour avoir, dans l'« Ecole Syndicale » de la Loire, pris d'une manière énergique la défense des Vietnamiens.

La veille de la Toussaint, ses camarades ont accompagné Marie-Louise au cimetière de Chambon-Feugerolles où elle reposa tout près des oubliés de mine et des forges. Nous voulions que son enterrement fut conforme à ses pensées intimes, sa famille jugea autrement.

Au cimetière, Antonia Lafond salua au nom du parti notre camarade. Elle fit allusion à la vague réactionnaire et fasciste qui se développe contre la classe ouvrière, et en ce mo-

FINISTERE

ment, conclut-elle, nous sommes douze à être victimes du vide causé par sa mort.

Duperray, secrétaire des Syndicats des instituteurs (C.G.T.), rappela les quinze années de militantisme syndicaliste de Marie-Louise : « Nous n'avons jamais caché nos divergences, déclara-t-elle, mais nous avons lutté tout au long de sa vie ».

Et la région de la Loire du P.C.I., après avoir rappelé que Marie-Louise se demandait quotidiennement ce qu'elle avait fait pour son parti, pour la classe ouvrière, conclut ainsi le communiqué qu'elle nous adresse : « Nous honorons la mémoire de Marie-Louise Peyre en redoublant d'activité pour atteindre les buts qui nous sont chers ».

PUY-DE-DOME

Montferand
Le P.C.I. a tenu à Montferand une réunion publique et contradictoire qui a groupé 30 personnes. Gérard Bloch, secrétaire régional, démontra que le P.C.I. avait raison de soutenir les gr-